SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 9 MARS 1869.

Rapports faits au nom de la Commission des Naturalisations, sur des demandes de naturalisation ordinaire.

Présents ; MM. le Baron DE TORNACO, Président ; le Baron GRENIER, COGELS, le Comte MAURICE DE ROBIANO, BARBANSON et VAN SCHOOR, Secrétaire.

I

Par M. le Baron GRENIER, sur la demande du sieur MAURICE KOENIGSWERTHER, négociant à Bruxelles.

(Voir le n° 47 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Maurice Kœnigswerther est né à Rodelheim (Prusse), le 11 mai 1838 ; après avoir habité Francfort depuis 1852 jusqu'en 1855, dans une maison de commerce dont les chefs donnent sur sa conduite les meilleurs renseignements, le pétitionnaire est venu se fixer à Bruxelles en 1856 et habite chez son oncle, qui fait un commerce de pelleteries et de poils dans lequel il est intéressé.

Toutes les autorités consultées sont favorables à la demande du sieur Kœnigswerther et le montrent digne de la faveur qu'il sollicite ; il s'engage à payer, le cas échéant, le droit d'enregistrement auquel il est assujéti, aux termes de la loi. Votre Commission a l'honneur de vous proposer, Messieurs, d'accueillir la demande qui vous est adressée et qui a été prise en considération par la Chambre des Représentants, par 57 suffrages contre 12, dans sa séance du 26 février dernier.

II

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur KOENIGSWERTHER, Heer dit HERMAN, fabricant à Bruxelles.

(Voir le n° 25 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Kœnigswerther, Herman, s'est adressé à la Législature, afin d'obtenir la naturalisation ordinaire.

Le pétitionnaire est né à Rodelheim (Prusse), le 9 avril 1815 ; il est venu s'établir en Belgique en 1850 et a créé à Bruxelles un commerce de pelleteries d'une certaine importance. Sa conduite et sa moralité n'ont jamais donné lieu à aucune observation défavorable, ainsi que l'attestent les autorités consultées ; il promet de payer, le cas échéant, le droit d'enregistrement auquel il serait assujéti. Votre Commission a l'honneur de vous proposer, Messieurs, d'accueillir favorablement la requête qui vous est adressée et qui a été prise en considération par la Chambre des Représentants, par 59 suffrages contre 10.

III

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur JEAN-MATHIEU VANDERVOORT, meunier à Molen-Beersel (Limbourg).

(Voir le n° 74 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Jean-Mathieu Vandervoort est né à Hunsel (Limbourg), le 15 septembre 1855. En 1860, il est venu s'établir à Molen-Beersel, canton de Maeseyck, où il exerce la profession de meunier ; il a épousé une femme belge qui jouit d'une fortune immobilière assez considérable, et désire se fixer en Belgique, sans esprit de retour.

Tous les renseignements recueillis auprès des autorités compétentes sont favorables à la conduite et à la moralité du pétitionnaire ; il a satisfait aux lois sur la milice dans son pays natal ; étant né dans la partie cédée du Limbourg, il serait exempt du paiement du droit d'enregistrement, aux termes de l'art. 1^{er} de la loi du 30 décembre 1855. Votre Commission a l'honneur de proposer au Sénat d'accorder un vote favorable à la demande du sieur Vandervoort, laquelle a été prise en considération par la Chambre des Représentants, par 58 suffrages contre 11.

IV

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur PIERRE-MATHIAS NYSKENS, cultivateur à Lisseweghe (Flandre occidentale).

(Voir le n° 31 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Pierre-Mathias Nyskens, cultivateur à Lisseweghe (Flandre occidentale), s'est adressé à la Législature, afin d'obtenir la naturalisation ordinaire. Le pétitionnaire est né à Roggel (Limbourg cédé), le 16 novembre 1796 ; il est venu se fixer en Belgique en 1818, et, après avoir habité successivement plusieurs villages de la Flandre, il est venu s'établir en 1836 à Lisseweghe, où il s'est marié.

Tous les renseignements recueillis sur le sieur Nyskens lui sont favorables ; sa conduite et sa moralité sont irréprochables ; étant né dans la partie cédée du Limbourg, le pétitionnaire serait exempt, le cas échéant, du droit d'enregistrement, aux termes de la loi du 30 décembre 1855.

Votre Commission a l'honneur de proposer au Sénat d'accueillir favorablement la demande qui lui est adressée et qui a été prise en considération par la Chambre des Représentants, par 59 suffrages contre 10.

V

Par M. COGELS, sur la demande du sieur EUGÈNE-PAUL WITRY, aspirant d'artillerie, à Gand.

(Voir le n° 47 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Eugène-Paul Witry, né à Lintgen (Grand-Duché de Luxembourg), le 30 juin 1841, réside en Belgique depuis le 1^{er} octobre 1858.

Après avoir fait ses études à l'Université de Liège, où il obtint, en 1863, le diplôme d'ingénieur civil, il fut attaché d'abord, en cette qualité, à un établissement industriel; puis, écoutant ses goûts qui le portaient vers l'état militaire, il sollicita et obtint d'être admis, à titre provisoire, en qualité d'aspirant d'artillerie.

Les autorités belges, ainsi que celles de son lieu de naissance, donnent sur la conduite du pétitionnaire les renseignements les plus favorables.

Les pièces jointes au dossier établissent que le sieur Eugène-Paul Witry a satisfait, dans son pays, aux lois de la milice, et qu'il s'engage à payer, le cas échéant, le droit d'enregistrement fixé par la loi.

Dans sa séance du 26 février 1869, la Chambre des Représentants a pris en considération la demande du pétitionnaire, par 55 suffrages contre 14.

Nous avons l'honneur de vous proposer de l'accueillir favorablement.

VI

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur GÉRARD-HENRI-GUILLAUME KEUNEN, professeur de musique à Molenbeek-Saint-Jean (Brabant).

(Voir le n° 47 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Gérard-Henri-Guillaume Keunen, né à Utrecht (Pays-Bas), le 25 janvier 1826, est venu se fixer en Belgique en 1859 et a successivement résidé, avec sa femme et son enfant, à Bruxelles, à Saint-Josse-ten-Noode et à Molenbeek-Saint-Jean, où il exerce la profession de maître de musique. Le produit des leçons qu'il donne paraît suffire à l'entretien de sa famille. Sa conduite et sa moralité n'ont pas donné lieu en Belgique à des observations défavorables.

Mais il n'en a pas été complètement de même avant qu'il eût quitté son pays. Les rapports des autorités néerlandaises font connaître qu'après son mariage sa conduite a été entachée de quelque légèreté et qu'il a été déclaré en faillite par un arrêt du tribunal d'Utrecht en date du 23 octobre 1854, état de faillite qui a pris fin par suite d'un concordat. Puis, quittant sa ville natale, il a, à l'aide du secours d'un membre de sa famille, pris l'exploitation d'un estaminet-restaurant à Amsterdam, entreprise qui paraît n'avoir pas prospéré. Cependant, le rapport de l'officier de justice de cette dernière ville dit que sa conduite, d'après les informations reçues, n'y a pas été répréhensible. C'est alors qu'il est venu résider à Bruxelles.

Les autorités belges, consultées sur l'opportunité d'accueillir la demande du sieur Keunen, estiment qu'il n'offre pas de garanties suffisantes pour qu'il y ait lieu de lui accorder la faveur qu'il sollicite.

En présence des faits relatés plus haut, votre Commission croit devoir vous proposer de ne pas prendre en considération la demande du pétitionnaire.

VII

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur JACQUES-ERNEST OSTERRIETH, commerçant à Anvers.

(Voir le n° 71 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par requête en date du 12 octobre 1868, le sieur Jacques-Ernest Osterrieth sollicite la naturalisation ordinaire.

Né à Francfort-sur-Mein, le 5 mai 1826, le pétitionnaire se fixa à Anvers, en 1851, et y établit une maison de commerce sous la firme Osterrieth et Schmid. Plus tard il devint l'associé de la maison Lemme et C^e, qui tient, à juste titre, un des premiers rangs dans le commerce d'Anvers.

Veuf avec un enfant, il a épousé une Belge le 26 octobre 1867.

Le sieur Osterrieth jouit d'une estime générale bien méritée. Sa position sociale et sa parfaite honorabilité l'ont désigné au choix du Gouvernement, et un arrêté royal du 12 février 1866 l'a nommé membre de la Chambre de commerce.

Dans sa séance du 29 février 1869, la Chambre des Représentants a, par 57 suffrages contre 12, pris en considération la demande du pétitionnaire, qui s'engage à payer les droits d'enregistrement.

Nous avons l'honneur de vous proposer de lui faire aussi un accueil favorable.

VIII

Par M. le comte MAURICE DE ROBIANO, sur la demande du sieur GEORGES SCHILTZ, maître-ouvrier au chemin de fer de l'État, à Verviers.

(Voir le n° 23 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Par pétition en date du 19 décembre 1866, le sieur Schiltz, Georges, né à Medernach, canton de Diekirch (Grand-Duché de Luxembourg), le 6 mai 1834, sollicite la naturalisation ordinaire.

Le pétitionnaire est entré en Belgique en 1863; il a résidé un an à Arlon, puis une autre année à Martelange; il demeure à Verviers depuis le mois de novembre 1864 et y est employé au chemin de fer de l'État en qualité de maître-ouvrier. Il a satisfait, en 1853, dans le Grand-Duché de Luxembourg, aux lois sur la milice. Les avis des autorités consultées sont favorables à sa demande, qui a été accueillie par la Chambre des Représentants, dans la séance du 26 février 1869, par 57 suffrages contre 12.

Né avant le 4 juin 1839, le sieur Schiltz ne sera pas soumis au droit d'enregistrement, en vertu de l'art. 1^{er} de la loi du 30 décembre 1833.

La Commission des Naturalisations a l'honneur de proposer au Sénat d'accueillir la demande du sieur Schiltz.

IX

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur FRANÇOIS LAMBERJACQUES, propriétaire et menuisier à Sterpernich, province de Luxembourg.

(Voir le n° 25 de la Chambre des Représentants, session 1867-1868.)

MESSIEURS,

Par pétition en date du 9 mars 1868, le sieur Lamberjacques, François, né à Koerich, canton d'Arlon, Grand-Duché de Luxembourg, le 4 décembre 1851, sollicite la naturalisation ordinaire.

Le pétitionnaire, qui exerce l'état de menuisier, est venu s'établir à Sterpernich, commune d'Autelbas, canton d'Arlon, Luxembourg, au mois de juin 1858. En juin 1860, il a épousé une Belge ; il possède une maison et quelques pièces de terre au lieu de sa résidence. Sa femme tient un débit de boissons.

Le sieur Lamberjacques a satisfait, en 1850, aux lois de la milice, dans le Grand-Duché.

Les autorités consultées sont favorables à sa demande, qui a été accueillie par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 26 février 1869, par 59 suffrages contre 10.

Né avant le 4 juin 1859, le sieur Lamberjacques jouira de l'exemption du droit d'enregistrement, en vertu de l'art. 1^{er} de la loi du 30 décembre 1853.

La Commission des Naturalisations a l'honneur de proposer au Sénat d'émettre un vote favorable à la demande du sieur Lamberjacques.

X

Par le même Rapporteur, sur la demande du sieur JEAN-LOUIS-JULES VIOT, voiturier à Bourseigne-Neuve (Namur).

(Voir le n° 31 de la Chambre des Représentants, session 1868-1869.)

MESSIEURS,

Par pétition en date du 29 octobre 1868, le sieur Viot, Jean-Louis-Jules, né à Bourseigne-Neuve, canton de Gedinne (Namur), le 16 septembre 1840, sollicite la naturalisation ordinaire.

Né d'un père étranger, le pétitionnaire a négligé de réclamer, dans l'année de sa majorité, la nationalité à laquelle il avait droit, par le lieu de sa naissance. C'est pour réparer cet oubli qu'il s'adresse à la Législature. Il a constamment habité la Belgique et, en 1860, y a satisfait aux lois sur la milice. Sa profession lui procure une honnête existence et il possède quelques biens.

Les autorités consultées ont donné des avis favorables à la demande du sieur Viot, et la Chambre des Représentants l'a accueillie dans sa séance du 26 février 1869, par 58 suffrages contre 11.

Le sieur Viot s'est engagé à payer le droit d'enregistrement.

La Commission des Naturalisations a l'honneur de proposer au Sénat d'émettre un vote favorable à la demande du sieur Viot.

XI

Par M. VAN SCHOOR, sur la demande du sieur MAXIME-ANTOINE-CHARLES-ADOLPHE UIHLEIN, élève sous-lieutenant détaché à l'école du génie civil à Gand.

(Voir le n° 26 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

Le sieur Maxime-Antoine-Charles-Adolphe Uihlein, qui sollicite la naturalisation ordinaire, est né à Mexico, le 11 mai 1843. Il réside en Belgique depuis 1848, époque vers laquelle sa famille est venue se fixer à Bruxelles, où elle vit dans une grande aisance.

Le pétitionnaire, après avoir fait ses études préliminaires dans cette ville, fut admis, en qualité d'élève étranger, à l'école militaire, d'où il passa à l'école d'application. Après y avoir terminé ses cours d'une manière fructueuse, le sieur Uihlein entra à l'école du génie civil à Gand, où il suit actuellement les cours des aspirants d'artillerie.

Désireux d'utiliser, au profit de son pays d'adoption, ses connaissances acquises tant à l'école militaire qu'à l'école de Gand, le pétitionnaire sollicite la qualité de Belge qui lui est nécessaire pour entrer dans les rangs de notre armée avec le grade de sous-lieutenant d'artillerie, emploi auquel il est apte, d'après l'avis du général, chef de cette arme.

Ce haut fonctionnaire a exprimé à votre Rapporteur le désir de voir, dans l'intérêt du service qu'il dirige, le sieur Uihlein réussir dans sa démarche.

Les autorités consultées avisent favorablement la demande dont nous sommes saisis.

Le sieur Uihlein s'est engagé à acquitter les droits d'enregistrement auxquels l'octroi de sa demande donnerait ouverture.

Votre Commission, à l'unanimité, a l'honneur de vous proposer d'accueillir favorablement la demande du pétitionnaire, laquelle a été prise en considération par la Chambre des Représentants, dans sa séance du 26 février 1869, à la majorité de 55 suffrages contre 14.

Le Secrétaire,
J. VAN SCHOOR.

Le Président,
Baron DE TORNACO.